

Négociations de l'OMC sur l'agriculture

Commentaires de la Commission Agriculture (Bruxelles - 11 septembre 1998)
adoptés par le Conseil Central de Bruxelles (18 décembre 1998)

La prochaine Conférence des Ministres de l'OMC, qui doit se tenir du 30 novembre au 3 décembre 1999, décidera de la mission à remplir lors des futures négociations. Celles-ci dureront plusieurs années et concerneront tous les secteurs réglementés actuellement par l'OMC. Elles aborderont probablement de nouvelles matières. Au niveau de l'OMC, la poursuite de la réforme des politiques agricoles sera importante non seulement pour le commerce international des produits agricoles, mais également pour divers autres domaines. L'agriculture est un secteur dont les intérêts sont extrêmement disparates en Europe et dans les autres parties du monde.

Actuellement, l'analyse de l'OMC et sa procédure d'information poursuivent les objectifs suivants: réaliser une première évaluation des problèmes soulevés suite à l'Uruguay Round, pour permettre d'amorcer une discussion sur les approches à adopter en vue d'esquisser des solutions et d'améliorer la compréhension des positions à prendre lors des négociations.

Les futures négociations démarreront par une évaluation des résultats du dernier Round. L'art. 20 de la Convention sur l'agriculture contient un texte sur "l'objectif à long terme des réductions progressives et substantielles du soutien et de la protection", défini comme un "processus permanent". Aucun autre détail n'est prévu. Mais il est clair que toutes les matières relatives à l'accès au marché, au soutien interne et aux subsides à l'exportation seront couvertes et entraîneront de nouvelles obligations.

En ce qui concerne l'accès au marché, les droits et les quotas seront soit réduits, soit augmentés. Comme les mesures de soutien internes ont été classifiées au cours de l'Uruguay Round, la définition des "subsides verts" pourrait constituer un domaine dans lequel les Etats-Unis et l'UE adopteront une approche semblable puisqu'ils y font plus souvent appel que les Etats du Groupe Cairns. On considère que ces mesures n'exercent pratiquement pas d'effet sur la situation des marchés et sur la production et qu'elles ne doivent, par conséquent, pas être soumises à des réductions. Elles sont destinées à indemniser le monde agricole pour les services qu'il rend au public en général, qui ne sont généralement pas récompensés par les marchés mais sont nécessaires pour la société et qui justifient par conséquent une rémunération publique.

Il en va tout à fait autrement en ce qui concerne les aides "ambres" (politique influençant la production et le commerce) dont la portée relève de la *"Aggregate Measurement of Support"* et auxquelles s'applique la réduction. Avant la conclusion du dernier Round, les Etats-Unis et l'UE accordaient aux agriculteurs des subsides dont l'importance était plus ou moins proportionnelle au volume de leur production, et ceci dans le cadre de la politique de limitation de la production. Il est convenu aujourd'hui de traiter ces paiements ("mesures bleues") différemment, c'est-à-dire de les maintenir pour autant qu'ils soient exclus du processus de réduction.

Ces paiements, qui présentent une certaine similitude avec les compensations accordées en raison des réductions de prix imposés par la Réforme Mac Sharry, constituent l'épine dorsale de l'Agenda 2000. Ces mesures de gestion de la production sont censées la limiter (comme les quotas, les réserves). Elles ont été élaborées par l'UE au cours des années 80 et 90 et ont contribué non seulement à stabiliser les marchés pour les produits fermiers, mais également à maintenir la production agricole dans les zones défavorisées

en matières structurelle, climatique et topographique, qui sans cela, n'auraient pas pu résister à la concurrence.

L'ancien système en vigueur aux États-Unis s'est mué en paiements forfaitaires ne tenant pratiquement aucun compte de la production. Ils appartiennent à présent à la catégorie "verte". De ce fait, l'aspect "d'intérêt public" justifiant un traitement favorable comme dans le cas des mesures "bleues" a complètement disparu. L'UE aura à lutter pour obtenir le statu quo: les États-Unis et les autres pays feront tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir des réductions dans ce domaine. Ce sujet deviendra dès lors matière à discussion.

En réalité, les garanties de l'État et, parallèlement, les taux d'intérêt subventionnés ne sont pas considérés comme des subsides à l'exportation. Par conséquent, l'outil le plus important pour soutenir les exportations agricoles américaines est exempté de toute contrainte. Les ministres de l'OCDE, dans leur ensemble, estiment qu'à l'avenir, les résultats devront tenir compte des engagements pris dans ce domaine. Les États-Unis et le Groupe Cairns s'efforcent d'obtenir l'abolition des restitutions à l'exportation. Tant que les prix à l'intérieur de l'UE sont supérieurs au niveau du marché mondial, l'UE dispose de deux options en cas d'abolition des restitutions à l'exportation déjà réduites: a) abandonner toute exportation qui nécessite une aide ou b) maintenir toutes les productions à des niveaux inférieurs à l'autosuffisance. Par conséquent, la proposition de l'Agenda 2000 prévoit une acclimatation aux prix du marché mondial. Ce mouvement pourrait réduire les coûts unitaires mais l'UE devra continuer à appuyer la possibilité de soutenir l'exportation de certaines quantités par des restitutions.

Compte tenu de la situation spécifique de l'agriculture et des engagements existants, la Ligue

- 1. propose** d'élargir aux approches économiques, sociales et environnementales l'évaluation des résultats du dernier Round dont il était prévu qu'elle se limite aux effets sur le commerce,
- 2. soutient** le maintien d'une certaine préférence pour les produits de l'UE instaurée par le Traité de Rome au cas où les tarifs des produits agricoles et des denrées alimentaires subissent une nouvelle réduction,
- 3. considère** qu'il est nécessaire de limiter la portée d'autres engagements prévoyant la réduction des tarifs et des subsides à l'exportation (ou l'extension des quotas tarifaires). Ces derniers doivent refléter la sensibilité des secteurs de production de l'UE et prendre en compte les modifications proposées par l'Agenda 2000,
- 4. insiste** pour maintenir l'exception que constituent les diminutions prévues par les mesures "vertes" car elles n'exercent aucune distorsion sur le commerce et la production,
- 5. propose**, dans le cadre de nouvelles négociations, l'élaboration de politiques alternatives basées sur les paiements directs dans le cas où les politiques de gestion de l'offre s'avèrent impraticables,
- 6. se déclare** favorable au prolongement de l'application d'une mesure unique pour les "aides internes" afin de permettre un certain degré de flexibilité dans les politiques agricoles et d'accroître la capacité d'adaptation à la situation en progression constante,
- 7. en appelle** à la nécessité de maintenir un certain niveau de production agricole dans les zones défavorisées à cause des facteurs structurels, climatiques ou topographiques qui y règnent,

8. souligne l'importance d'accorder, dans les futures négociations, une attention accrue aux questions non commerciales comme la sécurisation de l'offre en denrées alimentaires et la protection de l'environnement.

D'une manière générale, la Ligue souligne l'importance considérable que revêt l'agriculture dans le développement rationnel des régions rurales. Dans ces zones, l'agriculture reste un important fournisseur d'emplois et exerce une influence non négligeable sur toutes les activités économiques en amont et en aval. La Ligue souligne le fait que l'ensemble des conclusions des futures négociations doivent réserver une place suffisante aux conditions spécifiques de la production agricole dans le respect des normes strictes imposées par les réglementations de l'Union européenne. Les questions non commerciales sont de plus en plus importantes pour la société. Par conséquent, la Ligue insiste pour que les engagements futurs tiennent compte du chemin à parcourir par le monde agricole afin qu'il puisse réaliser ces objectifs.

- - - - -